gement du 14 juillet 1909 soit résilié, et que la défenderesse soit condamnée à lui payer la balance de son salaire.

La défenderesse nie qu'elle soit intervenu dans l'administration qu'elle avait confié au demandeur, de manière à le mettre de côté comme gérant; elle dit qu'elle a toujours été prête à lui payer son salaire et ajoute que la correspondance produite par le demandeur avec son action démontre qu'il a refusé de remplir ses devoirs, et elle demande le renvoi de l'action.

La Cour supérieure a rendu jugement en faveur du demandeur et lui accorde la somme de \$17,500.

M. le juge Panneton. En comparant les résolutions du 3 février 1913 avec le contrat, l'on voit qu'une modification complète de ce dernier, modification contre laquelle le demandeur a voté.

Par son plaidoyer la défenderesse ne se plaint pas du demandeur, et il n'y a rien pour établir qu'elle se soit en aucun temps plaint de lui. C'est le demandeur, tel qu'il appert par la correspondance produite, qui ne veut pas rester à l'emploi de la défenderesse dans une position autre que celle qui lui est faite par son engagement. La défenderesse a voulu le garder dans la position inférieure qu'elle lui avait créée, par ses résolutions du 3 février et lui payer son salaire. Mais il est évident qu'elle ne voulait pas de ses services comme gérant. En agissant comme elle l'a fait à son égard elle a prétendu se prévaloir de la réserve contenue dans la troisième clause du contrat, clause qui se lit comme suit:—

"3. The chief engineer and all other employees of the
"Company saving only it secretary and treasurer shall
"be engaged and may be dismissed by the second party,
"and all the administration of the business of the Com-
"pany shall subject only to such direction and control